



Fédération Syndicale Unitaire
de l'Orne

CDEN

DÉCLARATION PRÉALABLE

Vendredi 23 avril 2014

Mesdames, Messieurs,

Nous sommes réunis ce jour suite au départ d'un grand nombre d'entre nous vendredi 11 avril, jour où devait initialement se tenir ce CDEN.

Nous avons dû, à regret, quitter cette instance suite à l'annonce du départ du préfet dans l'heure. S'il n'était pas le seul dans ce cas, cette situation est une habitude pour lui, lorsqu'il daigne être présent. D'ailleurs, nous pouvons constater son absence, ce jour! Dernièrement, il a voulu nous servir l'argument de coïncidence de calendrier ! Mais qui croit-on duper ? C'est avec son accord que ce calendrier est établi ! Alors, il faut être clair : pour le premier représentant de l'État dans l'Orne, l'Éducation nationale n'est pas une priorité !

Ce CDEN s'ouvre dans un climat d'inquiétude pour l'ensemble des salariés avec ou sans emploi.

La FSU considère que le Pacte de responsabilité et en particulier les 50 milliards d'euros d'économies programmées, répond d'une logique inacceptable d'austérité. Son application attaquera inévitablement le financement des services publics, de la protection sociale et de la solidarité nationale alors que les besoins sociaux augmentent.

La FSU s'inquiète des conséquences budgétaires du pacte de responsabilité sur la Fonction publique et plus globalement sur les services publics. Vous le savez, la Fonction publique et ses agents n'ont pas été épargnés ces dernières années : réduction massive d'emplois, restructuration des services au seul motif des réductions budgétaires, réduction des missions, gel des salaires... Toute nouvelle baisse des dépenses publiques sera source d'une nouvelle dégradation des services rendus aux usagers ainsi que de celles des conditions de travail et des rémunérations des agents. La FSU conteste les retombées prévisibles de ce pacte qui affaiblira encore l'action de l'État et des pouvoirs publics garants d'une égalité d'accès aux droits sur l'ensemble du territoire.

Il est grand temps d'affirmer que les services publics, la fonction publique comme les entreprises, sont créateurs de richesses et participent au développement de l'activité et de l'attractivité de notre pays. Il s'agit alors de tout mettre en œuvre pour permettre une réelle relance de l'activité économique de notre pays tout en préservant sa cohésion sociale. Il ne s'agit pas d'organiser une énième baisse des dépenses publics mais de trouver de nouveaux financements pour répondre aux besoins tant économiques que sociaux. Le Pacte de Responsabilité n'y répond en rien.

C'est dans ce contexte que Benoit Hamon a été choisi pour succéder à Vincent Peillon et pour diriger un grand pôle regroupant l'éducation, l'enseignement supérieur, la recherche. Tout d'abord, l'annonce de la création de 60 000 postes d'ici la fin du quinquennat par son

prédécesseur a été confirmée. Une remise en cause aurait été inacceptable et cause d'une nouvelle fracture avec les personnels. La priorité au primaire tout juste amorcée ne doit pas tomber aux oubliettes.

Transformer l'école est plus que jamais d'actualité. Pour ce faire, il faudra bien y consacrer les moyens nécessaires et s'appuyer sur le professionnalisme et l'engagement de ceux qui font l'école au quotidien. Aujourd'hui, les équipes éducatives sont en attente de confiance. C'est avec elles que notre école doit avancer pour faire réussir tous les élèves. L'échec scolaire n'est pas une fatalité.

Dans le second degré, l'attente est du même ordre alors que la préparation de la rentrée 2014 ne marque toujours aucune rupture avec les années précédentes. Les collèges et les lycées sont plus que jamais en attente d'une ambition qui leur permette de jouer leur rôle : faire réussir l'ensemble d'une génération.

La préparation de la rentrée 2014 dans le premier degré montre que les actes sont très loin des discours avec des annonces en écran de fumée.

Pour répondre aux besoins par la mise en place de nouveaux dispositifs et au suivi des nouveaux enseignants, ce sont pas moins de 23 classes qui sont programmées à disparaître à cette rentrée ! Et cela sans répondre aux besoins de l'école maternelle et sans cautériser la plaie des non-remplacements ! Nous n'améliorerons pas les conditions d'exercices et d'apprentissages dans les classes à cette rentrée. La grande partie des 8,25 postes de réserve que vous avez constituée, M. le Directeur académique, doit être affectée à ce CDEN. Les écoles, les enseignants en ont besoin.

Dans le second degré, ce ne sont pas moins de 9 postes budgétaires qui vont disparaître dans le département en septembre alors que le rectorat n'en réclamait que 5,5. Cela se fera au détriment des élèves qui auront moins d'enseignants formés devant eux ou qui seront plus nombreux par classe. Cela se fera aussi au détriment des conditions de travail des enseignants qui auront plus d'élèves en classe ou qui pourront connaître les « joies » des postes partagés.

L'enseignement, l'éducation pour toutes et tous sont vitaux pour un avenir social, économique plus radieux de notre pays. Il faut redonner des couleurs à l'école à tous les niveaux dans le cadre d'un service public d'enseignement amélioré, renforcé, rénové, développé.